EDITION HISTORIQUE **MOHAMMED VI 10 ANS DE RÈGNE**

# TELQUEL

■ N°384-385. Du 1er août au 4 septembre 2009. 25 DH. 5 €

LE MAROC TEL QU'IL EST

NUMÉRO DOUBLE
140 PAGES

SONDAGE EXCLUSIF
TELQUEL Le Monde

# LE PEUPLE JUGE SON ROI

**Ses affaires, sa "sacralité", son protocole fastueux... et son bilan**

**Pour la première fois, un sondage national révèle ce que les Marocains pensent *vraiment* de Mohammed VI**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : AHMED RL BENCHEMSI

**EXCLUSIVITÉ**

TELQUEL Le Monde

# LE PEUPLE JUGE SON ROI

## Pour la première fois, un sondage d'opinion national révèle ce que les Marocains pensent, *vraiment*, de Mohammed VI – et de son bilan.

PAR **AHMED R. BENCHEMSI**

**C'est une première, et il n'est pas exagéré de la qualifier d'historique.** Pas uniquement pour le Maroc, d'ailleurs. A notre connaissance, jamais un sondage d'opinion national (et surtout, libre) n'a été publié jusqu'ici, sur un sujet de ce type, dans un pays non démocratique. C'est-à-dire un pays où critiquer le leader reste un exercice périlleux. Il y a là comme une contradiction… Mais le Maroc n'est-il pas le royaume des contradictions ? Dans quel autre pays du monde un chef d'Etat qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains accepte-t-il d'être critiqué librement (ou presque), non seulement par les médias, mais cette fois, par son propre peuple, ultime fondement de sa légitimité ? Là-dessus, n'hésitons pas à rendre hommage à Mohammed VI : si, de par la Constitution du Maroc, il reste un monarque absolu d'essence divine, sa fibre démocratique est pourtant réelle. Le fait que vous teniez ce numéro de *TelQuel* entre vos mains en est une preuve manifeste.

**A *TelQuel*, cela fait des années que nous caressons ce projet** de commander et publier un sondage à l'échelle nationale, qui révélerait enfin ce que les Marocains pensent, librement et sans contrainte, de leur roi. Maintes fois, nous avons différé ce projet, estimant que l'atmosphère politique ne s'y prêtait pas – ou que, plus globalement, la situation n'était pas encore mûre. En décembre 2006, le Conseil de gouvernement avait même validé un projet de loi visant à interdire les sondages "dépourvus d'intérêt légitime" (et c'était au ministère de l'Intérieur qu'il revenait de l'apprécier). Mais arrivé en Conseil des ministres, sous la présidence du roi lui-même, ce projet avait été abandonné. Mohammed VI avait ainsi donné un signal fort, que nous avions salué à l'époque. En attendant l'occasion de passer à l'acte…

> **LES JOURNALISTES PEUVENT ÉCRIRE CE QU'ILS VEULENT – *IN FINE*, RIEN NE COMPTE PLUS QUE CE QUE PENSE LE PEUPLE.**

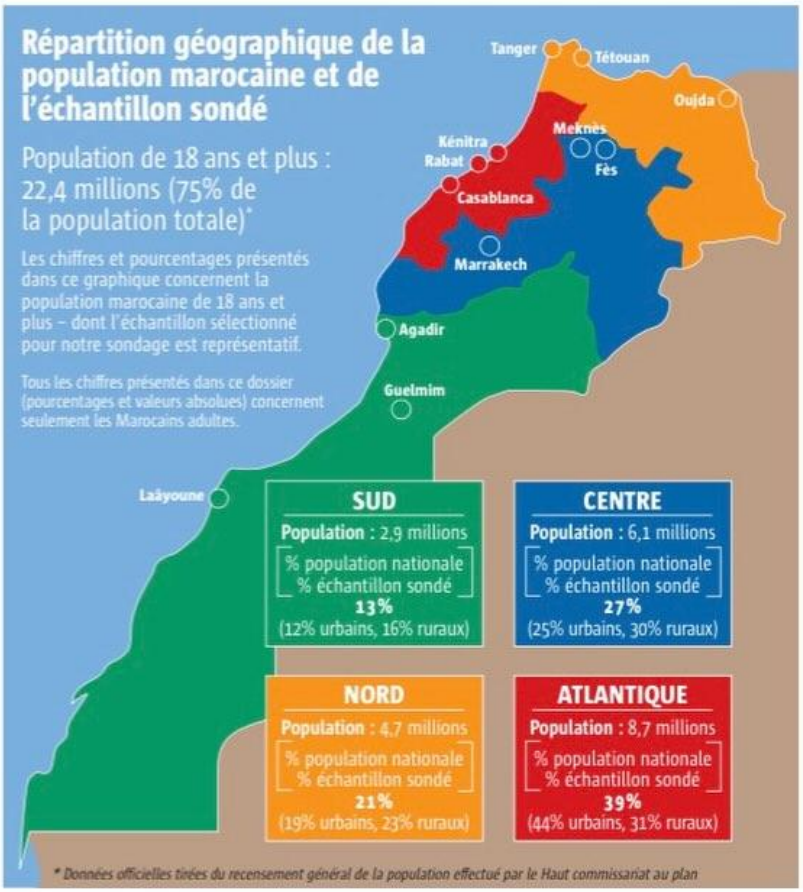
**Le 30 juillet dernier, Mohammed VI a fêté le dixième anniversaire** de son accession au trône du Maroc. Quoi de plus "légitime" que de dresser, à cette occasion, un bilan d'étape ? Et quoi de plus "légitime" que de confier aux Marocains eux-mêmes le soin de dresser ce bilan ? Les journalistes peuvent écrire ce qu'ils veulent – *in fine*, rien ne compte plus que ce que pense le peuple. Les démocraties l'ont compris depuis longtemps, et les sondages y sont, pour les gouvernants, un outil de travail quotidien. Au Maroc, cela ne s'était jamais fait. L'achèvement de la première décennie de règne de Mohammed VI (et le début de la seconde) était l'occasion ou jamais de tenter cette première. L'engagement et le professionnalisme de nos partenaires ont achevé de nous convaincre qu'il était temps de sauter le pas.

**Ce sondage, bien entendu, a été réalisé dans le strict respect** des normes professionnelles universelles relatives aux sondages d'opinion. Un questionnaire en darija (arabe marocain) à 12 entrées (dont l'une scindée en 6 sous-entrées, plus une entrée de relance) a ainsi été administré par une équipe d'enquêteurs professionnels pendant 15 jours, du 27 juin au 11 juillet 2009, en face à face, à un échantillon représentatif de la population marocaine composé de 1108 personnes âgées de 18 ans et plus. Cet échantillon a été, dans un premier temps, stratifié selon la région et le milieu de résidence (urbain ou rural). Puis dans un second temps, sa représentativité a été verrouillée par la méthode des quotas par application de variables : genre, âge, niveau d'instruction et catégorie socioéconomique du répondant. Les réponses de chacune et chacun ont ainsi été collectées puis agrégées statistiquement après application de coefficients de pondération établis sur la base des statistiques démographiques et socio-économiques officielles (pour l'année 2008) du Haut commissariat au plan. La caution du réputé et respecté institut de sondage français CSA (maison mère de notre partenaire dans cette opération, l'institut marocain LMS-CSA), ainsi que celle du journal de référence *Le Monde*, rompu depuis des dizaines d'années à ce type d'exercice, ont achevé de nous convaincre de la recevabilité scientifique de ce sondage et de ses résultats.

**Une fois les statistiques obtenues, deux "focus groups" ont été organisés** par *TelQuel*. D'une durée de 3 à 4 heures chacun, ils ont été menés avec l'ensemble des enquêteurs qui ont sillonné le royaume pour administrer le questionnaire. Ces séances de "débriefing" longues et détaillées nous ont permis de recueillir les impressions de nos enquêteurs, mais aussi et surtout les commentaires dont les sondés, enhardis par le vent de liberté qui a soufflé pendant l'exercice, ont abreuvé leurs sondeurs jusqu'à plus soif. Ces commentaires ont été soigneusement collectés, recoupés, classés par catégories, et surtout comptabilisés, afin de n'en dégager et exploiter que ceux qui revenaient majoritairement (sauf indication contraire) dans la bouche des sondés.

**A exercice inédit, cela dit, conditions de travail inédites.** Jamais, jusqu'ici, des Marocains anonymes n'avaient eu à répondre à des questions précises et dénuées de complaisance portant directement sur le roi, et posées par d'autres inconnus. Ne nous leurrons pas : le facteur "peur" était largement présent chez les sondés (même s'il variait d'une question à l'autre), et a probablement biaisé les résultats en gonflant parfois anormalement le taux de non-réponse. Mais une non réponse est aussi une forme de réponse, qui comporte également un message. Au final, toutes les réponses collectées (y compris les silencieuses) sont révélatrices de l'état d'esprit actuel des Marocains, avec le background "psycho-politique" qui le sous-tend. C'est notamment pourquoi nous avons choisi de débuter ce sondage (les questions-réponses vous sont présentées dans l'ordre où elles ont été posées et recueillies) par une question sur la liberté d'expression : *"Oui ou non, les Marocains se sentent-ils plus libres de s'exprimer aujourd'hui qu'il y a 10 ans"* ? Avec honnêteté, 62% des sondés ont répondu "oui", et 34% "non". Cela n'a pas empêché ces derniers de poursuivre le questionnaire, même si, au final, on a enregistré un taux d'abandon de 14% - un taux dont il a été tenu compte, bien entendu, dans les ajustements statistiques finaux.

**On peut déjà tirer quelques enseignements génériques de ce sondage,** avant même d'en analyser les résultats détaillés.




**C'EST AUJOURD'HUI CONFIRMÉ, HORS DE TOUTE PROPAGANDE ET LANGUE DE BOIS : LES MAROCAINS SOUTIENNENT LA MONARCHIE. MAIS SANS Y PERDRE LEUR LUCIDITÉ, NI LEUR EXIGENCE.**

**Premièrement, les Marocains hésitent beaucoup moins à parler librement du roi** qu'on aurait pu le craindre. Il a suffi de mettre les sondés en confiance en leur rappelant l'obligation de neutralité professionnelle des enquêteurs... pour qu'ils *"se lâchent"*, comme on dit, et même qu'ils assortissent leurs réponses d'une foule de commentaires, souvent en total décalage avec ce que les télévisions publiques font dire au peuple, au gré de leurs inénarrables "micro-trottoirs". Autrement dit, ce sondage démontre que le vent de liberté qui souffle depuis 10 ans sur le royaume dépasse largement le cercle des journalistes indépendants, et s'étend progressivement à toute la population. Ce qui est, indéniablement, à mettre au crédit du nouveau roi. Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que la "liberté d'expression" est le premier argument avancé par ceux, nombreux, qui considèrent que le Maroc est une "monarchie démocratique".

**Deuxièmement, les Marocains plébiscitent l'action de Mohammed VI,** pour une fois sans aucune contrainte, sur la plupart des thèmes qui leur ont été présentés. Mais contrairement aux douteux "plébiscites" à 99 et quelques pour cent auxquels les référendums de l'ère Hassan II nous avaient habitués, celui-là présente des taux bien plus crédibles. Ainsi, si une majorité absolue de 53% estime que Mohammed VI a "beaucoup" réformé le Maroc, 42% estiment qu'il l'a "un peu" réformé – ce qui démontre, certes, un bon degré de satisfaction populaire, mais aussi une certaine distance critique vis-à-vis du souverain. Plus frappant encore : sur deux questions au moins – celle de la réforme de la Moudawana et celle de la lutte contre la pauvreté – les Marocains sont en désaccord avec leur roi. Sur la première, une majorité de 49% estime que la réforme royale a donné *"trop de droits aux femmes"* ; et sur la seconde, 61% estiment que la situation de la pauvreté au Maroc *"n'a pas évolué"* ou *"a régressé"* depuis 10 ans – malgré tous les efforts du souverain, qui a fait de la lutte contre la pauvreté son objectif n°1. Pour le reste, ils sont une large majorité à estimer que la "sacralité" du roi est *"une chose normale"*, ou encore que le Maroc de Mohammed VI est *"mieux géré qu'au temps de Hassan II"*. Moralité : on a enfin la confirmation, hors de toute propagande et langue de bois, que les Marocains soutiennent la monarchie – mais sans y perdre leur lucidité, ni leur exigence.

**Troisièmement, il existe une réelle opinion publique marocaine.** En effet, la plupart des réponses (et la plupart de leurs justifications) semblent traverser à parts comparables sinon égales toutes les catégories de la population, toutes les classes sociales et, plus important, toutes les régions du pays. On peut l'affirmer : fini le temps où les particularismes ethniques (les Fassis contre les Soussis, les Sahraouis contre les Dakhilis, etc.) façonnaient l'opinion en blocs distincts et antagonistes. Il existe aujourd'hui une structuration politique de l'opinion publique marocaine, autrement dit une unité de vue globale et populaire qui, historiquement, ne s'exprimait qu'en temps de guerre ou à l'occasion des matches de l'équipe nationale de football. C'est aussi le signe, en passant, que le temps est venu de faire des sondages d'opinion un outil de gouvernance publique. Puisque la monarchie marocaine se revendique "de proximité" (certains chiffres que nous présentons lui donnent raison sur ce point), alors elle ne devrait plus se priver de prendre régulièrement le pouls de son peuple sur toutes sortes de questions – y compris, voire surtout, celles jugées "sensibles".

**CE SONDAGE DÉMONTRE QUE LE VENT DE LIBERTÉ QUI SOUFFLE DEPUIS 10 ANS SUR LE ROYAUME DÉPASSE LARGEMENT LE CERCLE DES JOURNALISTES INDÉPENDANTS, ET S'ÉTEND PROGRESSIVEMENT À TOUTE LA POPULATION.**

**Partout où ils ont été implantés, les sondages d'opinion** se sont révélés un "cheval de Troie" de la démocratie. Espérons que cette grande première, que *TelQuel* est fier de présenter aujourd'hui, ouvrira la porte à leur multiplication... et pourquoi pas à leur banalisation. Comme il l'a fait en matière de liberté de la presse (malgré divers accidents de parcours), le Maroc pourra ainsi s'ériger en modèle régional de démocratisation. C'est tout le bien que nous souhaitons à notre pays et à son roi. ■


## Remerciements

*TelQuel* remercie tout particulièrement M. Roland Cayrol, politologue, fondateur et conseiller de l'institut CSA (France) et grand ami du Maroc. Sans son engagement, son enthousiasme et ses orientations éclairées, la réalisation de ce sondage n'aurait jamais été possible. Nos vifs remerciements vont aussi à MM. Abdenbi Louitri et Brahim Boubkry, Directeur général et Directeur des études de l'institut de sondage marocain LMS-CSA, dont la rigueur et l'impeccable professionnalisme ne se sont jamais démentis, tout au long de cette enquête. Merci aussi, bien entendu, à la pugnace et talentueuse équipe d'enquêteurs de LMS-CSA, qui a sillonné le royaume dans tous les sens pour les besoins de cette enquête. Pour leur accompagnement et leurs encouragements, nos vifs remerciements vont également à MM. Eric Fottorino et Alain Frachon, Directeur de la publication et Directeur de la rédaction du *Monde*. Un merci très spécial et chaleureux à Mme Florence Beaugé, Grand reporter au *Monde*, sans le soutien et l'amitié de laquelle ce projet n'aurait pas pu aboutir. *Last but not least*, le suivi attentif et les conseils judicieux de M. Jean-Louis Servan-Schreiber, président du comité de soutien de Human Rights Watch (Paris) et actionnaire de *TelQuel*, nous ont été, cette fois encore et comme toujours, particulièrement précieux.



***Mention légale** : ce sondage a été réalisé par la société LMS-CSA Marketing & Sondages, pour l'usage exclusif des publications du Groupe TelQuel et du Groupe La Vie-Le Monde. Toute exploitation de ses résultats, complets ou partiels, doit obligatoirement être accompagnée de la mention "SONDAGE LMS-CSA POUR TELQUEL/LE MONDE".*

# LA PAROLE AU PEUPLE

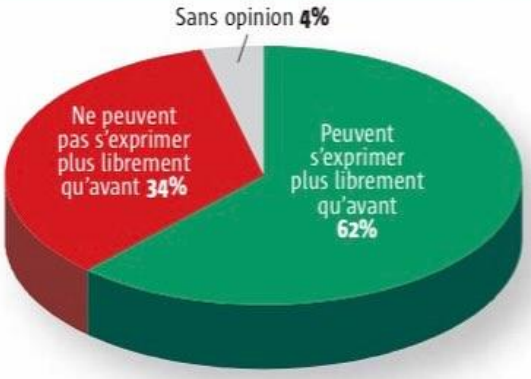
## SONDAGE EXCLUSIF

TELQUEL Le Monde

COMMENTAIRES
**AHMED R. BENCHEMSI**

**Attention :** Un sondage est une "photographie instantanée" de l'opinion publique à un temps "T". En l'occurrence, celui-ci a été effectué entre fin juin et début juillet 2009. Il faut aussi rappeler que, même si l'anonymat des sondés est préservé, les réponses qu'ils apportent ne présentent pas de garantie de véracité. Un biais classique consiste, pour les sondés, à répondre en fonction des idées qui circulent dans leur entourage (famille, leaders d'opinion locaux, etc.) plutôt qu'au vu de leur opinion et/ou expérience personnelle. C'est pour cela que toutes les questions de cette enquête, même si nous ne l'indiquons pas nécessairement dans leurs intitulés, commençaient par "selon vous" ou "à votre avis, personnellement"... Il faut également préciser qu'un sondage comporte toujours une marge d'erreur qui varie en fonction de la taille de l'échantillon sondé, et du différentiel entre les taux des réponses antagonistes. En l'occurrence, la marge d'erreur varie ici entre un minimum de 1,8% (quand deux réponses antagonistes présentent des taux de 90% et 10%) et un maximum de 3,1% (quand deux réponses antagonistes présentent des taux de 45% et 55%). Enfin, il reste à préciser que si les pourcentages présentés sont ceux de l'Institut LMS-CSA, les "focus groups" avec les enquêteurs ont été réalisés par et sous la responsabilité de *TelQuel*.

## Depuis que Mohammed VI est devenu roi, il y a 10 ans, pensez-vous que les Marocains...




**Nous avons choisi,** volontairement, de faire poser cette question en premier par nos enquêteurs. Histoire de tâter le terrain, de sonder la disposition des gens à se livrer à ce qui est, rappelons-le, une première dans l'histoire du Maroc : un sondage politique sur le roi.

**Bonne nouvelle :** une grosse majorité des Marocains (62%) estime qu'on peut s'exprimer plus librement sous Mohammed VI (ou *"depuis le départ de Driss Basri"*, ont précisé quelques-uns, plus prudents). Si les hommes sont un peu plus nombreux à le penser que les femmes (66% contre 57%), l'idée que la liberté d'expression a progressé traverse toutes les strates sociales, éducatives et géographiques de la population dans les mêmes proportions. Et tous ceux qui la partagent, d'après nos enquêteurs, ont eu ce même commentaire : *"La preuve qu'on peut s'exprimer librement, c'est que tu me poses cette question, et que je t'y réponds sans problème"*. C'est en effet une manière de voir les choses.

TNIOUNI

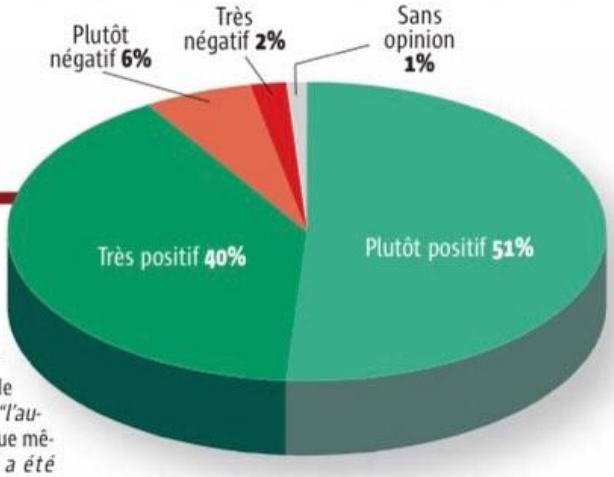
**L'IDÉE QUE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION A PROGRESSÉ TRAVERSE TOUTES LES STRATES SOCIALES.**

**Ceux qui sont plus dubitatifs** sur la réalité de la liberté d'expression sous Mohammed VI sont tout de même nombreux : 34% des Marocains, soit, si on rapporte ce taux à la population globale, près de 8 millions de personnes ! Il y a encore du boulot... Cela dit, et même s'ils pensent ainsi, rares sont ceux qui ont abandonné le questionnaire à ce niveau : moins de 4% du total des abandons. Sans doute attendent-ils de voir où tout ça va les mener... ■

Au Nord, on parle beaucoup du port de Tanger Med (et des opportunités de travail qu'il offre), à Agadir, de "l'autoroute qui approche"...

DR

# Dans l'ensemble, diriez-vous que le bilan de ces 10 ans de règne est...



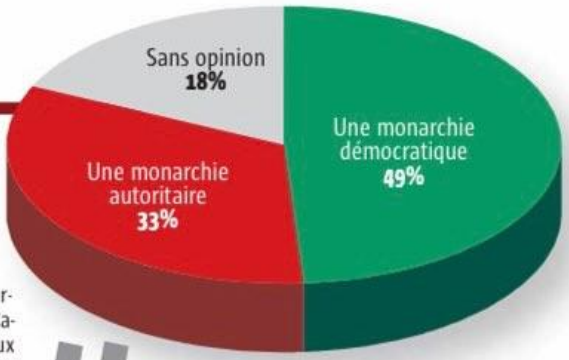

**Mauvais, le bilan de Sa Majesté ?** Même si les sondés avaient la possibilité de dire le contraire, le simple fait qu'on leur propose une réponse dans laquelle les mots "règne" et "négatif" se côtoient... en a fait fuir beaucoup. Sur les 14% de sondés qui n'ont pas été jusqu'au bout du questionnaire, près du tiers (33%) ont abandonné à cette question-là, c'est-à-dire dès que les "choses sérieuses" ont commencé. Mais pour ceux qui ont continué, aucun doute : dans leur écrasante majorité, le bilan de Mohammed VI est positif.

**A noter que tous ceux** qui créditent le roi d'un bilan positif rapportent cette appréciation à leur vie, à ce qu'ils voient autour d'eux, pas de ce qu'ils savent (ou pourraient savoir) du bilan global des 10 ans de règne de Mohammed VI. C'est d'ailleurs une bonne nouvelle : cela signifie que 91% des Marocains ont senti, au cours de la décennie écoulée, au moins un changement notable dans leur environnement immédiat. Cités pêle-mêle, selon les régions : les écoles et hôpitaux (ou dispensaires), désormais plus proches et plus accessibles, les routes, plus nombreuses et plus proches, les campagnes d'alphabétisation, etc. Certains évoquent même l'activisme des ONG, l'incluant sans hésiter dans le bilan de Mohammed VI. Au Nord, on parle beaucoup du port de Tanger Med (et des opportunités de travail qu'il offre), à Agadir, de *"l'autoroute qui approche"*... On évoque même, à Oujda, *"la plage qui a été nettoyée"*. Pas vraiment ce qu'on est censé inclure dans un "bilan de règne", mais après tout... si c'est ce que pense le peuple, alors le peuple a raison. A noter aussi que le taux de "très/plutôt positif" est uniforme quels que soient le sexe, l'âge, la catégorie socioéconomique, le niveau d'éducation ou le lieu de résidence des sondés, que ce soit en milieu urbain ou rural

**Les rares mécontents du bilan** royal avancent, et c'est intéressant à relever, les mêmes arguments que les satisfaits : ils parlent de leur vie et de ce qu'ils ont vu changer autour d'eux. Ou plutôt, en l'occurrence, de ce qu'ils *n'ont pas* vu changer : l'état vétuste des routes, l'éloignement des écoles, hôpitaux et dispensaires, l'absence d'opportunités de travail dans leur région, etc. Bref, les insatisfaits se plaignent de ne pas avoir obtenu ce qu'ont obtenu les satisfaits. Et contrairement à ce qu'on pourrait croire, ils ne sont pas regroupés dans une seule région qui aurait été abandonnée par Mohammed VI, mais également répartis entre toutes les régions du pays. D'ailleurs, rien ne les différencie : le taux d'insatisfaction est le même quels que soient la strate socioéconomique et le niveau d'éducation. Cela signifie une chose : même petites, les poches d'insatisfaction sont nichées, partout au Maroc, au cœur des poches de satisfaction, plus larges. Donc elles ne sont pas isolées. Fini les temps des régions dissidentes, comme l'était le Rif sous Hassan II. Ça aussi, c'est une bonne nouvelle. ■

> **91% DES MAROCAINS ONT SENTI, AU COURS DE LA DÉCENNIE ÉCOULÉE, AU MOINS UN CHANGEMENT NOTABLE DANS LEUR ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT.**

# Diriez-vous, globalement, que le Maroc est aujourd'hui...

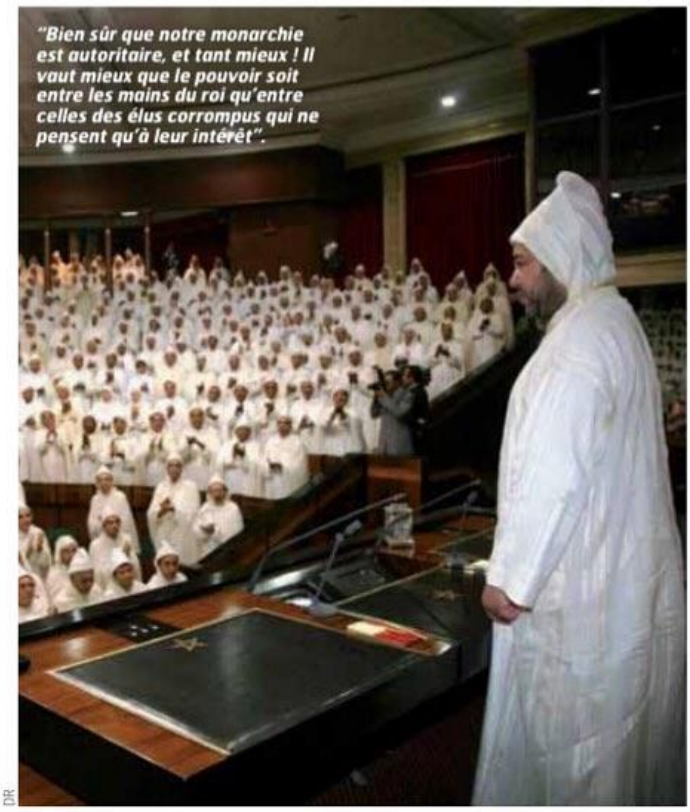



**D'abord,** quelques données démographiques : parmi ceux qui considèrent que la monarchie marocaine est "démocratique" (à deux points près, la majorité absolue), il y a plus de Marocains de niveau éducatif secondaire ou supérieur (56 à 57%) que de niveau primaire ou sans instruction (44 à 45%) ; et enfin, plus de gens relativement "aisés" (57% des classes AB) que de défavorisés (48% des DE). Moralité : plus on va à l'école et plus on est à l'aise dans la vie, plus facilement on croit à la démocratie.

**Mais que mettent** les Marocains dans ce mot, exactement ? Comment justifient-ils que la monarchie soit, à leurs yeux, démocratique ? D'après nos enquêteurs, l'argument qui revient quasi systématiquement est... le même que pour la question sur la liberté d'expression : *"La preuve qu'on est en démocratie, c'est que tu me poses cette question, et que j'y réponds librement"*. Pas un seul sondé n'a parlé d'élections libres – pourtant le critère universel n°1 pour juger du niveau de démocratie d'un système politique. Etonnant, non ? Cela prouve une chose : la peur de s'exprimer était tellement grande, sous Hassan II, qu'il a suffi que Mohammed VI lève un peu le pied là-dessus pour que les gens lui en sachent gré au point de le considérer, même hâtivement, comme un "démocrate".

**Parmi les 33%** qui voient le Maroc comme un régime autoritaire, il y a nettement plus de jeunes (36 à 37% des 18-34 ans) que de personnes âgées (25% des 60 ans et plus). Il faut dire que ces derniers ont vécu la plus grande partie de leur vie sous Hassan II. Ils savent, eux, d'où ils reviennent... Pas étonnant non plus que ceux qui considèrent le Maroc comme une monarchie autoritaire se recrutent plus volontiers parmi les diplômés du supérieur (43%), que parmi les sans instruction (29%). Enfin, dans les régions Centre et Sud, on trouve plus de Marocains convaincus de l'autoritarisme du régime (38 à 39%) que dans les régions Nord et Atlantique (28 à 30%). Logique : c'est dans les grandes villes de ces dernières régions, comme Tanger ou Casablanca, qu'on a le plus accès aux médias et, donc, qu'on entend le plus souvent parler de "droits" et de "citoyenneté". Alors forcément, ça évoque plus la démocratie que l'autoritarisme... Mais le plus surprenant, le voici : pour la grande majorité de ceux qui qualifient la monarchie d'"autoritaire"... il ne s'agit pas d'un reproche, mais d'un compliment. Le commentaire qui est le plus revenu dans la bouche des sondés est en effet le suivant : *"Bien sûr que notre monarchie est autoritaire, et tant mieux ! Il vaut mieux que le pouvoir soit entre les mains du roi qu'entre celles des élus corrompus qui ne pensent qu'à leur intérêt"*. Un jugement global et cruel, mais non dénué de fondement...

**POUR LA GRANDE MAJORITÉ DE CEUX QUI QUALIFIENT LA MONARCHIE D'"AUTORITAIRE", IL NE S'AGIT PAS D'UN REPROCHE... MAIS D'UN COMPLIMENT !**


*"Bien sûr que notre monarchie est autoritaire, et tant mieux ! Il vaut mieux que le pouvoir soit entre les mains du roi qu'entre celles des élus corrompus qui ne pensent qu'à leur intérêt".*

DR

**Alors que le taux de non-réponse,** pour les deux premières questions du sondage, était négligeable (1 à 4%), il bondit tout à coup, sur cette question, à 18%. De l'avis de nos enquêteurs de terrain, rompus à l'observation des réactions des sondés, les raisons de ce silence se partagent équitablement entre une ignorance sincère de la nature du système politique marocain (et notamment du sens réel du mot "démocratie") et... la peur des gens de dire le fond de leur pensée – même si nos enquêteurs leur ont répété sur tous les tons que leur identité resterait secrète. Les profils de ces 18% de silencieux sont d'ailleurs révélateurs : plus de Marocains d'âge mûr (24 à 26% des 45 ans et plus), sans doute encore marqués par le climat de peur de rigueur sous Hassan II, que de jeunes (13 à 15% des 18-34 ans). On retrouve aussi, parmi les non répondants à cette question, 3 fois plus de "pauvres" (17% des catégories D et E) que d'"aisés" (6% des A et B), plus de ruraux (24%) que d'urbains (14%), beaucoup plus de Marocains sans instruction ou de niveau primaire (20 à 25%) que de niveau secondaire ou supérieur (1 à 9%)... En gros, plus on est loin de la société civile urbaine et éduquée, et moins on est prêt à juger la nature du système politique.

**Si on ajoute à cela** le fait que plus de 32% de ceux qui ont abandonné le questionnaire l'ont fait précisément à cette question, cela relativise beaucoup le triomphe de l'option "démocratie". Au final, ceux qui ne pensent pas que la monarchie marocaine mérite d'être qualifiée ainsi sont à peu près aussi nombreux que ceux qui le pensent... ■

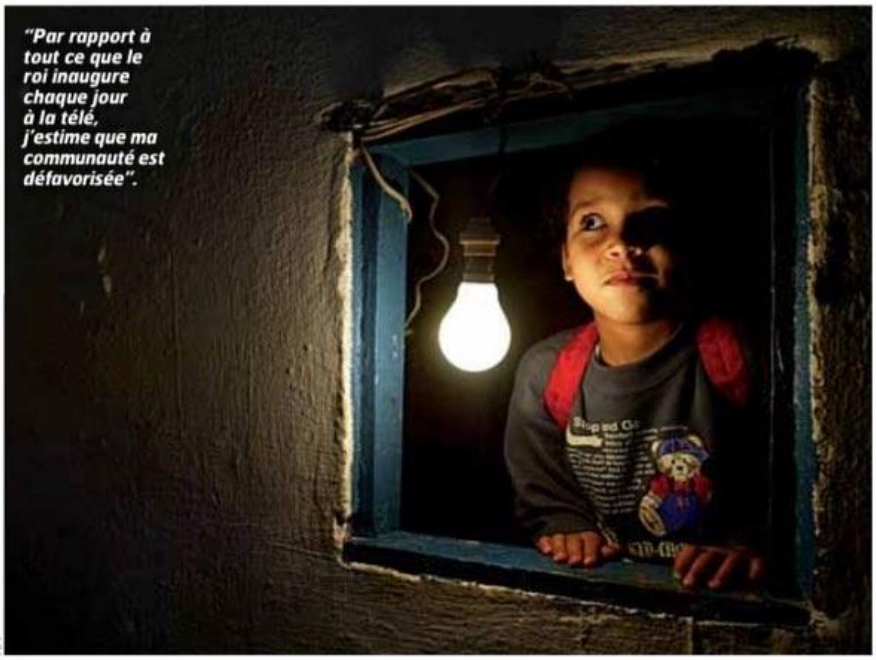
# D'une manière générale, pensez-vous que ces 10 dernières années, le roi Mohammed VI a réformé le Maroc...

**"Réformer le Maroc"**, qu'est-ce que cela veut dire ? Sur quel critère se base cette majorité absolue de Marocains qui estime que Mohammed VI a beaucoup fait, en matière de réformes ? La télé ? On y voit en effet le roi, chaque jour, inaugurer ici ou là un projet de développement, petit ou grand. Oui, répondent nos enquêteurs, quelques sondés se basent là-dessus, mais pas la majorité. Mais sur quoi se fonde-t-elle, alors, cette majorité qui juge que Mohammed VI a "beaucoup" réformé le pays ? Sur un critère tout simple, et très pragmatique : le fait d'avoir ressenti l'effet de l'une ou l'autre de ces réformes dans sa localité, dans sa région, dans son quotidien. Plus d'écoles, plus d'hôpitaux, plus de routes, plus d'accès à l'électricité et à l'eau potable... Grâce aux mille et un chantiers ouverts par Mohammed VI ces 10 dernières années, la vie de 53% des Marocains a déjà changé. Voilà une très bonne nouvelle, dont il faut créditer Mohammed VI sans hésiter.

A noter, tout de même, que les réformes royales enthousiasment moins les urbains (49%) que les ruraux (57%). Ça se comprend : l'embellissement d'un centre-ville déjà suréquipé améliore certes la vie des citadins, mais cette amélioration reste sans commune mesure avec celle que vivent des villageois quand ils accèdent à l'électricité ou à l'eau courante – ce qui, tout à coup, les fait sortir du Moyen-Âge... Sauf que d'autres chiffres nuancent cette lecture : parmi ceux qui estiment que le roi a beaucoup réformé le pays, il y a une dominante de diplômés du supérieur (68%, contre 50 à 54% des moins instruits) et aussi plus d'habitants de l'axe Casa-Kénitra (58%), là où se concentre le gros de l'activité économique du pays, que d'habitants d'autres régions (48%). Mohammed VI, "roi des pauvres" ? Pas forcément...

**Effet miroir** de la réponse précédente, ceux qui pensent que le roi a "un peu" réformé le Maroc se recrutent plus parmi les urbains (45%) que les ruraux (39%) ; et plus encore parmi les peu instruits (42 à 45%, des analphabètes au niveau bac) que parmi ceux qui ont poursuivi des études supérieures (24%). Ceux qui estiment que Mohammed VI a "un peu" réformé le pays font unanimement le même commentaire : *"Il lui reste beaucoup à faire"*. Certes, une minorité de ceux-là estiment qu'on ne peut pas tout régler en 10 ans, et qu'il faut *"donner plus de temps"* au souverain (un sondé a même déclaré : *"Vu d'où on vient, 100 ans, ce ne serait pas encore assez"*). Reste que la grande majorité des "moyennement satisfaits" de l'activisme royal justifient ainsi leur position : *"Oui, il y a eu quelques changements dans mon quartier/ma ville/ma région. Mais par rapport à tout ce que le roi inaugure chaque jour à la télé, j'estime que ma communauté est défavorisée"*. L'omniprésence de Mohammed VI au journal télévisé est donc une arme à double tranchant. A méditer par Sa Majesté...

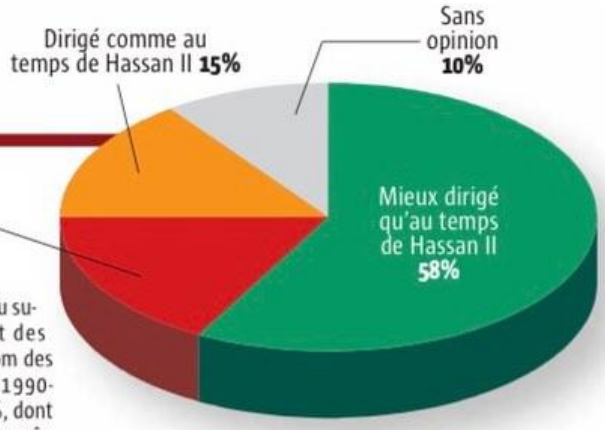
> **CEUX QUI ESTIMENT QUE LE ROI A "UN PEU" RÉFORMÉ LE PAYS AJOUTENT : "IL LUI RESTE BEAUCOUP À FAIRE".**


*"Par rapport à tout ce que le roi inaugure chaque jour à la télé, j'estime que ma communauté est défavorisée".*

AFP

**Autre nouvelle** qui, cette fois encore, ravira sans doute le Palais : les refuzniks, ceux qui considèrent que Mohammed VI n'a "quasiment pas" réformé le pays, constituent une toute petite minorité – et leur taux est uniforme, toutes catégories sociales et lieux de résidence confondus (plus ou moins 5%). Qui sont ces irréductibles ? Principalement des diplômés chômeurs et des chefs de ménage qui se plaignent du coût de la vie élevé... Quelle que soit leur réponse, en tout cas après avoir franchi le cap du bilan de Mohammed VI et de la nature (démocratique ou autoritaire) du système royal, de moins en moins de gens refusent de poursuivre le questionnaire. Sur la question des réformes, seuls 16% du total des craintifs ont jeté l'éponge. Rapportés à la population marocaine, cela fait tout de même 500 000 personnes... ■

# Pensez-vous que le Maroc d'aujourd'hui est...




**Ceux qui ont vécu,** alors qu'ils étaient dans la force de l'âge, la gabegie généralisée de l'ère Hassan II, savent parfaitement à quel point le Maroc d'aujourd'hui, quelles que soient ses lacunes, est mieux dirigé que celui d'hier. Etonnamment, parmi ceux qui préfèrent la direction de Mohammed VI à celle de son père, il y a presque deux fois plus de jeunes (70% des 18-24 ans – pourtant ils étaient encore des enfants, au mieux des ados pré-pubères, quand Hassan II est mort)... que de personnes âgées (39% des 60 ans et plus) qui ont, elles, bien connu le roi précédent. Les "vieux" seraient-ils nostalgiques ? Pas forcément... La "liberté d'expression" nouvellement acquise est en effet une des principales raisons de préférer le fils au père (avec "les réalisations concrètes dans ma région" – cf. questions précédentes). Or, il est plus facile de "s'exprimer librement" quand on n'a pas vécu l'époque où cela vous conduisait directement au poste, voire à un centre de torture... Une lecture corroborée par un autre chiffre : parmi ceux qui préfèrent la direction de Mohammed VI à celle de Hassan II, il y a nettement plus de diplômés du supérieur (71%, généralement des jeunes qui ont bénéficié du boom des instituts privés des années 1990-2000), que d'analphabètes (52%, dont une majorité de Marocains d'âge mûr, trop vieux pour être rescolarisés). Moralité : plus on est jeune et éduqué, plus on est à l'aise avec un monarque qui nous ressemble... et qui nous laisse respirer. Logique, finalement.

A relever aussi : parmi la majorité de Marocains qui préfèrent la direction du fils à celle du père, un argument a été régulièrement avancé : *"Mohammed VI s'occupe de son peuple, alors que Hassan II s'intéressait plus aux affaires internationales"*. Encore l'effet "M6, serial inaugurator" du journal télévisé ? Commentaire d'un sondé : *"Hassan II aussi faisait ça. Mais il n'inaugurait aucun projet si son budget n'atteignait pas 700 milliards"*. C'est une image, bien sûr. Mais ô combien parlante...

**PLUS ON EST JEUNE ET ÉDUQUÉ, PLUS ON EST À L'AISE AVEC UN MONARQUE QUI NOUS RESSEMBLE... ET QUI NOUS LAISSE RESPIRER.**

**Parmi ceux qui,** au contraire, préfèrent ouvertement la direction de Hassan II à celle de Mohammed VI, il y a, comme on l'a vu, deux fois plus de Marocains d'âge mûr (21 à 24% des 45 ans et plus) que de jeunes (11% des 18-24 ans) ; et aussi un peu plus d'urbains (20%) que de ruraux (14%). Et cette fois, la liberté d'expression n'a rien à y voir. L'argument majeur avancé par les nostalgiques du père est plutôt : *"Avant, le pays était mieux tenu : il y avait plus de sécurité dans les rues, moins d'anarchie. Notre peuple n'est pas mûr pour la liberté"*. 17% de Marocains, soit près de 4 millions de personnes, le pensent sincèrement. La démocratie, aspiration universelle ? Pas chez nous, en tout cas...

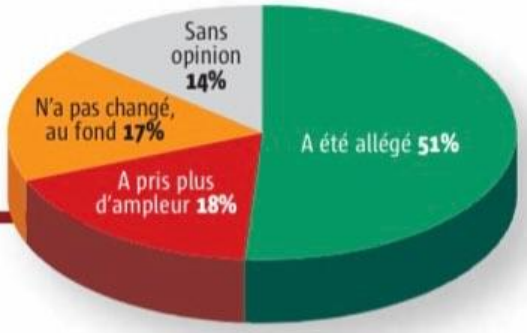
AFP

***"Mohammed VI s'occupe de son peuple, alors que Hassan II s'intéressait plus aux affaires internationales".***

**Entre ceux qui mettent** dos à dos Mohammed VI et son père (*"le Maroc d'aujourd'hui est dirigé comme au temps de Hassan II"*), et ceux qui refusent de répondre à la question, cela fait 25% des Marocains (15%+10%). Pourquoi les additionner (et encore, on ne compte pas les 7% qui ont abandonné là le questionnaire) ? Parce qu'en observant la réaction des sondés à cette question, nos enquêteurs de terrain ont tous ressenti la même chose : femmes ou hommes, jeunes ou vieux, urbains ou ruraux, instruits ou pas... ceux qui ont choisi l'une ou l'autre de ces options l'ont fait par peur. Comme quoi, l'argument majeur de ceux qui plébiscitent Mohammed VI, à savoir la liberté d'expression, n'a pas encore "contaminé" un gros quart des Marocains. Il ne serait pas abusif d'en imputer la responsabilité au climat de terreur en vigueur sous Hassan II. 10 ans plus tard, ses stigmates sont toujours là... ■

AFP

# La monarchie marocaine s'accompagne d'un protocole fastueux et lourd. Pensez-vous que depuis 10 ans, tout cela...




**C'est l'un des résultats** les plus surprenants de ce sondage. Pour ceux qui s'intéressent depuis 10 ans (notamment les journalistes) au lourd protocole royal, symbole entre tous de l'absolutisme du régime, c'est une évidence criante : du baisemain au roi à la cérémonie annuelle d'allégeance digne des califes de Bagdad... rien n'a changé. Mohammed VI lui-même a déclaré *"tenir à garder intactes toutes les règles du protocole royal"*. La majorité absolue des Marocains, pourtant, pense que ces règles ont été allégées. Comment expliquer ce mystère ? Tout simplement par le fait que le peuple ne retient du protocole royal que ce qui le concerne directement. Et qu'en plus, la relation des Marocains à leur roi est d'abord d'ordre sentimental. Commentaire de la grande majorité des sondés : *"Ce qui me touche, c'est que Mohammed VI, contrairement à son père, n'hésite jamais à prendre des bains de foule, à toucher les gens, à serrer les miséreux et les handicapés contre son cœur"*. Voilà, aux yeux des Marocains, "l'allègement protocolaire" majeur des 10 dernières années : à la plupart de ses apparitions télévisées, le roi fait peu de cas du cordon sécuritaire qui l'entoure et recherche le contact physique avec son peuple. Le baisemain, attitude servile des élites face au roi ? Voilà qui laisse les Marocains froids. Commentaire d'un sondé : *"Qu'ils lui baisent même les pieds, si ça leur chante. Quant à nous, il nous embrasse sur les deux joues, il nous aime, il est proche de nous. N'est-ce pas le meilleur allègement possible du protocole royal ?"*. A méditer... pas par le roi, cette fois, mais par le microcosme politico-médiatique.

**18% des Marocains** (dont, curieusement, 23% de femmes et 13% d'hommes) pensent, de leur côté, que le protocole royal *"a pris plus d'ampleur"*. Ce qui leur fait penser cela : les routes bloquées quand le roi passe près de chez eux. Elles ne l'étaient pas moins sous Hassan II, sauf que Mohammed VI, surnommé "le nomade" dès son avènement, sillonne dix fois plus le royaume que ne le faisait son père. Forcément, cela fait plus de routes bloquées et plus de gens qui s'en plaignent. Autre argument : les (nombreux) passages du roi dans les (multiples) localités du royaume sont toujours précédés par des travaux urbanistiques d'urgence : murs repeints, routes regoudronnées, arbres plantés dans la nuit, etc. Pourtant, ces choses-là se faisaient aussi sous Hassan II... sauf que les 18-24 ans, largement plus représentés dans cette réponse que les 45 ans et plus (25% contre 13 à 14%) ont découvert ces bizarreries sous Mohammed VI. D'ailleurs, ils ne s'en plaignent pas, bien au contraire. La plupart réclament même plus de visites royales chez eux. Puisqu'il n'y a que ça pour contraindre les élus locaux à faire leur travail...

> **DU PROTOCOLE ROYAL, LE PEUPLE NE RETIENT QUE CE QUI LE CONCERNE DIRECTEMENT.**

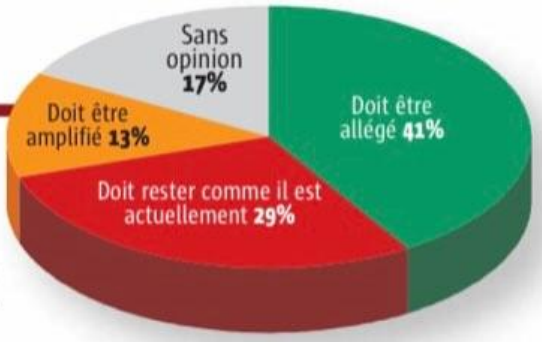
**Dans les profils des 17%** qui pensent que le protocole *"n'a pas changé, au fond"*, rien de particulier à signaler : ils se recrutent à égalité dans toutes les catégories sociales, tranches d'âge et régions du pays. Et si aucun d'entre eux ne s'est déclaré particulièrement ému par le "contact physique" entre le roi et le peuple, ou par les bouleversements urbanistiques provoqués par ses visites de terrain... tous, en revanche, ont eu le même commentaire dépassionné : *"Pourquoi ça n'a pas changé ? Ben, vous n'avez qu'à voir les infos à la télé..."*

Quant aux 14% qui n'ont "pas d'opinion" sur cette question, nos enquêteurs, là encore, sont unanimes : ils avaient bien une réponse en tête mais ont refusé, par peur, de la donner. Dommage pour la science. Petite indication quand même : parmi ces 14% de craintifs, on trouve trois fois plus de très pauvres (catégories socio-économiques D et E, 17%) que d'aisés (A et B, 6%). Les sociologues en tireront sûrement des conclusions intéressantes. ■

*"... Quant à nous, il nous embrasse sur les deux joues, il nous aime, il est proche de nous".*

DR

# Et selon vous, personnellement, est-ce que le protocole royal...




**De plus en plus étonnant :** même si 51% des Marocains pensent que le protocole royal a été allégé, 41% pensent qu'il doit l'être encore plus. Mieux : nos recoupements statistiques démontrent qu'il s'agit... des mêmes personnes (à 10% près, donc) : toujours cette prépondérance des diplômés du supérieur, et un peu plus de jeunes (45% des 18-24 ans) que de moins jeunes (32 à 35% des 45 ans et plus). C'est en creusant les réponses des sondés qu'on comprend mieux : le contact physique direct avec Mohammed VI enchante tellement son peuple que ce dernier commence d'abord par en créditer le roi en plébiscitant la théorie de l'allègement protocolaire. Mais une fois cet argument évacué, les mêmes se souviennent, tout à coup, que les blocages des routes les gênent aussi. Idée globale : *"Oui, nous aimons que Sa Majesté nous touche. Mais si, en plus, il pouvait ne pas couper notre village en deux quand il y passe, alors notre bonheur serait complet"*. Ainsi sont les Marocains : émotifs et attachés à la monarchie, mais pas au point d'y sacrifier leur confort sans commentaire...

Et tant qu'à faire des commentaires, le second qui revient dans la bouche de ceux qui réclament plus d'allègement du protocole est le suivant : *"Quand le roi est de passage chez nous, les autorités locales le reçoivent avec beaucoup trop de faste. On ne sait pas combien ça coûte, tout ça, mais c'est sûrement horriblement cher. On adore recevoir le roi chez nous, mais quand même, tout cet argent devrait être mieux employé... Pourquoi pas dans ces mêmes projets sociaux que le roi vient inaugurer, d'ailleurs ?"*. A bon entendeur...

**Intéressons-nous à présent** aux partisans du statu quo (*"le protocole doit rester comme il est"*). Même si, parmi les 29% qui choisissent cette option, les Marocains d'âge mûr sont plus nombreux que les jeunes (35% des 45-59 ans, contre 25% des 25-34 ans), ils se recrutent à égalité dans toutes les couches sociales : urbains et ruraux, éduqués ou pas, riches ou pauvres... Argument unique : *"C'est le roi, quand même. Le protocole est nécessaire pour maintenir son statut et son rang"*. Pour mieux approfondir ce sentiment, largement partagé, rendez-vous à la question qui porte sur la "sacralité" du monarque, page 75.

Quant à ceux qui réclament plus de protocole, ils le font pour la même raison que les précédents : la nécessité de maintenir le rang du souverain. Mais pourquoi ceux-là estiment-ils que le faste actuel n'est pas suffisant, et qu'il en faut encore plus ? Pas de réponse... mais une petite indication : ils sont trois fois plus nombreux à penser ainsi parmi les défavorisés (catégories DE, 14%) que chez les relativement aisés (AB, 5%). Etrange : c'est la même proportion, et les mêmes catégories sociales, que ceux qui refusaient de juger si le protocole avait déjà été allégé ou pas. Et quand on leur demande : *"Et vous, qu'en pensez-vous ?"*, ils répondent : *"Il en faut plus"* ! Messieurs les sociologues, à vous la parole. Et faites appel à des psychologues, leur aide ne sera pas de trop.

**AINSI SONT LES MAROCAINS : ÉMOTIFS ET ATTACHÉS À LA MONARCHIE, MAIS PAS AU POINT D'Y SACRIFIER LEUR CONFORT.**

**Jusqu'à ce stade du sondage,** la plupart de ceux qui refusaient de répondre aux questions le faisaient par peur. On en trouve encore quelques-uns parmi ces 17% qui n'ont pas d'opinion personnelle sur ce qu'il convient de faire du protocole royal. Sauf que, d'après nos enquêteurs, le gros des non-réponses à cette question s'explique par... le manque d'intérêt des sondés. En gros : *"Parlez-moi de ma vie, de ce que le roi fait ou ne fait pas pour moi. Le protocole, le décor et tout ça, finalement, je m'en f..."* ■

Les Marocains soutiennent Mohammed VI sur tout, sauf sur son tropisme féministe.

DR

# La nouvelle Moudawana a changé le statut des Marocaine

**C'est LA révélation de ce sondage :** les Marocains soutiennent Mohammed VI sur tout, sauf sur son tropisme féministe. A deux points près, la majorité absolue du peuple considère que le roi (auquel la réforme de la Moudawana est naturellement imputée, même s'il n'est pas cité nommément dans la question) est allé trop loin dans sa volonté de libérer les Marocaines. Bien entendu, les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes à penser ainsi (65% contre 32%). Examinons les arguments des uns et des autres.

**Pour 65% des hommes,** les raisons de désapprouver cette réforme, pourtant historique, sont nombreuses. Retenons les trois principales.

La première : *"La nouvelle loi va faire baisser le nombre de mariages"*. Pourquoi diable ? Non seulement la Moudawana ne met aucun frein au mariage, mais elle l'allège même d'une vieille entrave : le consentement obligatoire du père de la mariée. Il n'empêche. Dans la société marocaine machiste et patriarcale, si les femmes ont plus de droits, c'est qu'il faut... plus se méfier d'elles (à plus forte raison si les pères ne sont plus garants de leurs filles). Et qui dit méfiance dit entrave au mariage. Pourtant, vu le passif du Maroc en la matière, ce serait plutôt aux femmes de se méfier des hommes. Sous l'ancienne loi, en effet, la plupart des divorces avaient pour conséquence de jeter la femme à la rue (avec ses enfants, la plupart du temps)...

Seconde raison de mécontentement invoquée par les hommes : l'accroissement des divorces. Mais c'était le but, justement, de la nouvelle loi : que les femmes maltraitées (ou en général malheureuses en ménage) ne restent plus les otages de leurs maris qui, dans l'écrasante majorité des cas, n'acceptaient de les répudier qu'au terme d'une longue négociation... financière ! (règle islamique du "khol'"). Au principe de répudiation (qui existe toujours, mais que le mari est désormais tenu de justifier devant un juge par une raison valable – avant, ce n'était pas nécessaire), la nouvelle loi a ajouté le principe plus moderne de divorce, dont l'initiative peut revenir à l'un ou l'autre des époux. Les hommes perdent donc le contrôle exclusif de leur couple... et ça leur fait peur !

Troisième raison invoquée par les hommes (dans la même proportion que la seconde) pour désavouer la Moudawana : elle rendrait les femmes... "insolentes" !! On touche ici le fond de la mentalité marocaine. Dans le dictionnaire, le mot "insolence" est en effet défini comme un "manque de respect injurieux, de la part d'un inférieur ou d'une personne jugée telle". C'est très exactement ainsi que nos machistes de compatriotes considèrent les femmes. Pour qu'ils comprennent et intègrent le principe d'égalité des sexes, il faudra attendre au moins deux générations...

> **INCROYABLE MAIS VRAI : 32%, SOIT UN TIERS DES FEMMES MAROCAINES, SE PLAIGNENT QUE MOHAMMED VI LEUR AIT DONNÉ "TROP DE DROITS" !**

**Incroyable mais vrai :** 32%, soit un tiers des femmes marocaines, se plaignent que Mohammed VI leur ait donné "trop de droits" et ce, tous âges et catégories sociales confondus ! Les trois raisons principales qu'elles invoquent sont les mêmes que celles des hommes... quoique dans une logique différente.

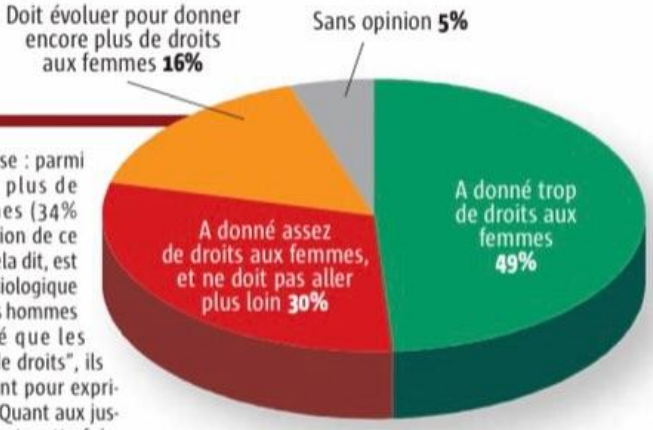
Première raison de mécontentement invoquée par ces dames : la nouvelle Moudawana ferait baisser le nombre de mariages, *"parce qu'elle rend les hommes plus méfiants à notre égard"*. Même sans raison valable ? Peu importe. *"Que les hommes aient raison ou tort de se méfier de nous, ils se méfient de nous, c'est comme ça. Or des hommes, nous n'en avons pas d'autres, c'est avec ceux-là que nous devons nous marier. Alors désolées, mais cette loi nous a rendu un mauvais service"*. Ouch ! Voilà qui sera perçu comme un uppercut à l'estomac par les militantes féministes...

Seconde raison invoquée par les Marocaines pour désavouer la Moudawana : elles estiment elles-mêmes

La majorité absolue du peuple considère que le roi est allé trop loin dans sa volonté de libérer les Marocaines.

AFP

## . Pensez-vous que cette loi...




être devenues... "insolentes" !! Est-ce le raisonnement machiste qui a déteint sur ses propres victimes ? Ou est-ce plutôt, encore une fois, le pragmatisme féminin qui parle (*"même si les hommes ont tort, c'est ainsi qu'ils nous voient, et nous n'avons pas d'autres hommes à épouser, donc la nouvelle loi nous nuit"*) ? On savait que les Marocaines étaient soumises à leurs hommes... mais à ce point !?

Troisième raison, enfin, invoquée par les femmes pour déplorer leur "excès de droits" : cela augmenterait les divorces. Ici plus qu'ailleurs, le recours aux psychologues s'impose. Car les multiples drames humains engendrés par l'ancien régime de répudiation, s'ils sont volontiers minimisés par les hommes de ce pays, ont toujours traumatisé ses femmes. Que tout cela soit terminé (légalement, en tout cas) devrait être, pour elles, une raison de pavoiser. Mais non, et toujours à cause du même raisonnement : *"Si la perspective d'un divorce égalitaire fait hésiter les hommes à se marier, alors c'est un problème pour nous, les femmes"*. Majesté, si vous nous lisez, sachez que nous partageons votre atterrement.

**Intéressons-nous maintenant** à ces 30% de Marocains qui pensent que la Moudawana a donné *"assez de droits aux femmes, et ne doit pas aller plus loin"*. Encore plus cocasse : parmi ceux-là, on trouve... plus de femmes que d'hommes (34% contre 24%) ! L'explication de ce nouveau phénomène, cela dit, est moins d'ordre psychosociologique que statistique : 65% des hommes ayant déjà considéré que les femmes avaient "trop de droits", ils n'en reste plus tellement pour exprimer d'autres opinions... Quant aux justifications, elles changent, cette fois, radicalement selon les sexes.

Ces 24% d'hommes préfèrent se focaliser sur la seconde partie de la réponse : *"la nouvelle Moudawana ne doit pas aller plus loin"*. Et plus précisément : *"Jusqu'à accorder l'égalité aux femmes en matière d'héritage"*. Selon la loi islamique, toujours en vigueur malgré le changement du statut juridique des femmes, ces dernières n'ont droit qu'à un tiers de l'héritage de leurs parents, contre deux tiers pour leurs frères. Et c'est très bien ainsi, pensent 90% des Marocains mâles (65%+25%) – qui se réfugient unanimement derrière le statut de Commandeur des croyants du roi *"qui ne peut autoriser ce que Dieu a interdit, ni interdire ce que Dieu a autorisé"*. Parlez-leur d'égalité des sexes, après ça...

Les 34% de femmes qui considèrent que la Moudawana leur a donné "assez de droits" préfèrent, elles, se focaliser sur lesdits droits, et s'interdisent de penser à mieux (que Dieu tout-puissant les en préserve). Ces femmes-là – tout de même le tiers des Marocaines – insistent sur la "sécurité" que leur apporte la nouvelle loi. Plus précisément : *"Les hommes ne peuvent plus nous répudier sans notre accord"* (en réalité, c'est toujours possible – ce qui a changé, c'est que les hommes sont tenus d'avancer des raisons convaincantes au juge). Mais cet argument n'est que le deuxième le plus invoqué par les femmes. Le premier motif de satisfaction qu'elles retirent de la nouvelle loi est : *"Les hommes ne peuvent plus prendre de seconde épouse sans notre consentement formel"*. Ça, par contre, c'est vrai. La nouvelle Moudawana encadre sévèrement la polygamie, jusqu'à la rendre quasiment impossible dans les faits, puisque la première épouse ne donne presque jamais son consentement. Sauf que... si

> **"SI LA PERSPECTIVE D'UN DIVORCE ÉGALITAIRE FAIT HÉSITER LES HOMMES À SE MARIER, ALORS C'EST UN PROBLÈME POUR NOUS, LES FEMMES".**

Selon la loi islamique, toujours en vigueur malgré le changement du statut juridique des femmes, ces dernières n'ont droit qu'à un tiers de l'héritage de leurs parents.
AFP

elle refuse une deuxième femme à son homme, c'est considéré par la plupart des juges comme un motif valable de répudiation !

**Avec tout ça,** 27% des Marocaines considèrent quand même que la Moudawana *"doit évoluer pour donner encore plus de droits aux femmes"*. A noter – et c'est le seul écart statistique significatif des profils des répondants à cette question – que cette revendication féministe est un phénomène deux fois plus urbain que rural (20% contre 11%).

3 millions de femmes, dont près de 2 millions de citadines, réclament donc plus de droits. C'est tout de même pas mal. Mais que réclament-elles, au juste ? L'égalité avec les hommes en matière d'héritage ? L'égalité parfaite en matière de divorce (qui n'est pas encore acquise tant que la répudiation – même contrainte – est toujours possible) ? Pas du tout ! Ces "droits supplémentaires" que le quart des Marocaines réclament, c'est tout bonnement… l'application de la loi ! Théoriquement, la nouvelle Moudawana est appliquée par les tribunaux du royaume depuis sa promulgation au Bulletin Officiel, début 2004. Sauf que les juges, eux aussi machistes (aucune raison pour que leur structure mentale diffère de celle de leurs compatriotes)… tirent éperdument sur la corde des "exceptions" permises par la nouvelle loi. Pour citer un exemple frappant, à aujourd'hui, les mariages "dérogatoires" des mineures représentent 10% des noces célébrées au Maroc ! Cela fait des dizaines de milliers d'enfants ou d'adolescentes mariées chaque année sous la contrainte parentale. Quant au divorce à l'initiative de la femme (dit "chiqaq"), il reste toujours un parcours semé d'embûches – le plus souvent à cause de juges qui font de l'excès de zèle procédural *"pour que l'égalité des sexes ne se transforme pas en infériorité de l'homme"*. Majesté, si vous nous lisez toujours, voilà l'occasion de piquer une de vos fameuses colères…

> **CES "DROITS SUPPLÉMENTAIRES" QUE 27% DES MAROCAINES RÉCLAMENT, C'EST TOUT BONNEMENT… L'APPLICATION DE LA LOI !**

**Reste à examiner cette rareté** statistique : les hommes marocains féministes, à peine 5% du total ! En valeur absolue, cela fait quand même 560 000 hommes. Mesdames qui cherchez à tout prix à vous marier, traquez ceux-là ! Mais ne vous faites pas trop d'illusions quand même… eux non plus ne parlent pas d'égalité dans l'héritage ou le divorce. Ce qui motive leur progressisme, c'est avant tout le fait que leur mère, ou une de leurs sœurs, ait souffert des conséquences tragiques d'une répudiation sous l'ancien régime – ou sous le nouveau, d'ailleurs. C'est pourquoi eux aussi, finalement, ne réclament en guise de "droits supplémentaires" qu'une seule chose : l'application de la loi. ■

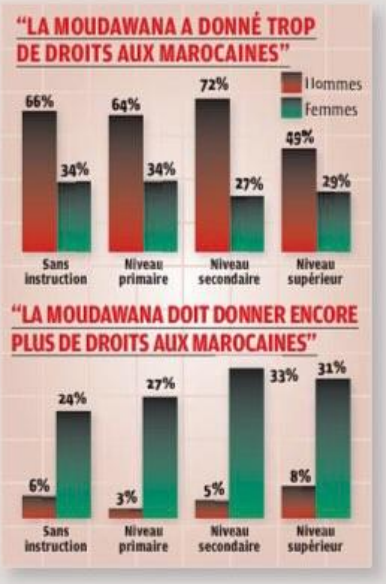
## Quelques (petits) motifs d'espoir (quand même)

Si le trait de caractère dominant des Marocains est le machisme, et si le trait de caractère dominant des Marocaines est la soumission au machisme et ce, quels que soient l'âge, le milieu de résidence ou la catégorie socioéconomique… il existe tout de même une petite raison d'espérer : le niveau d'éducation, lui, fait la différence. Si 72% des hommes qui ont atteint le secondaire estiment que la Moudawana a donné trop de droits aux femmes, ce taux chute à 49% chez ceux qui ont fait des études supérieures. C'est déjà ça de gagné.

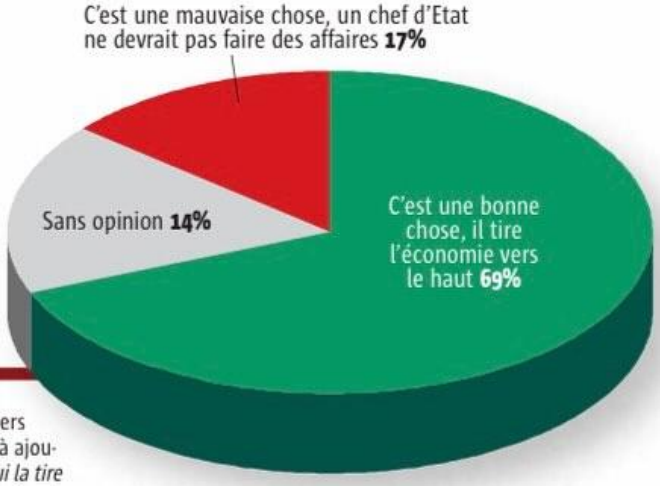
Quant au pourcentage des femmes qui regrettent d'avoir trop de droits, il passe de 34% chez les analphabètes à 27% chez celles qui ont atteint le secondaire. Pour remonter légèrement (et bizarrement) à 29%, chez les titulaires de diplômes supérieurs. Serait-ce l'influence des islamistes, qui contrôlent les universités marocaines sans partage ?

Autre lueur dans l'obscurité machiste : les hommes qui réclament plus de droits pour les femmes. D'accord, avec 5%, ils constituent une infime minorité. Mais si on décompose ce taux, on s'aperçoit là aussi qu'il varie selon le niveau d'éducation. Ainsi, les Marocains féministes ne constituent que 3% de ceux qui ont le niveau primaire. Mais parmi ceux qui ont été au lycée, ça monte à 5%… avant de "bondir" à 8% (sic !) chez les universitaires. Plus étonnant : parmi les analphabètes, ce taux est tout de même de 6%. Sans doute est-ce dans cette catégorie qu'on trouve le plus d'hommes dont les mères ou les sœurs ont subi des répudiations aux conséquences dramatiques…

Quant aux femmes qui réclament plus de droits (27%, pour rappel, en taux global), elles sont plus nombreuses à mesure que leur niveau d'éducation augmente : 24% des analphabètes, 27% des niveau primaire, 33% des niveau secondaire… puis une légère chute (à 31%), parmi celles qui ont fait des études supérieures. La fac n'est décidément pas le bon environnement pour développer une fibre féministe… ■



# A travers ses holdings (ONA, SNI et Domaines agricoles royaux), Mohammed VI est le premier opérateur économique privé du Maroc. Qu'en pensez-vous ?




**Journalistes indépendants,** mes amis et confrères, il nous faut l'admettre : sur cette question-là, nous sommes en total décalage avec l'opinion publique. Alors que le conflit d'intérêts entre le chef d'Etat et le "roi businessman" nous semble aller de soi, la très grande majorité du peuple marocain ne voit aucun inconvénient à ce que Mohammed VI fasse des affaires à titre privé. Manque de conscience des masses analphabètes ou peu éduquées ? Pas du tout, et même bien au contraire ! Ce chiffre de 69% n'est en effet qu'un taux moyen. Si on le décompose, on s'aperçoit que plus le niveau d'éducation monte... plus le taux monte ! Ainsi, 65% des analphabètes considèrent que les business royaux sont *"une bonne chose"*, contre 72% des Marocains de niveau primaire, 73% de niveau secondaire et 74% de niveau supérieur ! Et non seulement l'écrasante majorité de tous ces gens accréditent l'argument imaginé par feu Hassan II ("les affaires royales tirent l'économie marocaine vers le haut"), mais ils vont jusqu'à ajouter : *"Et si ce n'est pas le roi qui la tire vers le haut, cette économie, qui va le faire ?"*. Le peuple vs les journalistes ? Victoire par KO du peuple !

Nos enquêteurs ont entendu beaucoup de commentaires sur ce sujet. Et là, surprise rigolote : parmi les entreprises dont les Marocains attribuent la propriété au roi, on trouve le groupe immobilier Addoha, Coca-Cola, "les aéroports" (?!!) et même la BMCE Bank. C'est Othman Benjelloun qui va être content ! Blague à part, la majorité des sondés tapent quand même juste, en attribuant au roi la société de téléphonie Wana, mais aussi – et surtout – "l'huile et le sucre". Il faut dire que sur ces deux créneaux, Mohammed VI détient non seulement des boîtes qui roulent, mais aussi... le monopole, ou presque (100% de parts de marché pour la Cosumar et 62% pour Lesieur). Et alors, qu'en pense le peuple ? Tenez-vous bien : il sait gré à Sa Majesté que les pénuries de sucre et d'huile, dont les Marocains avaient parfois souffert dans les années 1980 et 1990, soient désormais de l'histoire ancienne. Et merci aussi à Sa Majesté, en passant, de maintenir ces denrées essentielles à des prix abordables. Que la Caisse de compensation dépense des dizaines de milliards de dirhams (sur l'argent public) pour maintenir lesdits "prix abordables", voilà une information qui passe largement au-dessus de la tête des Marocains...

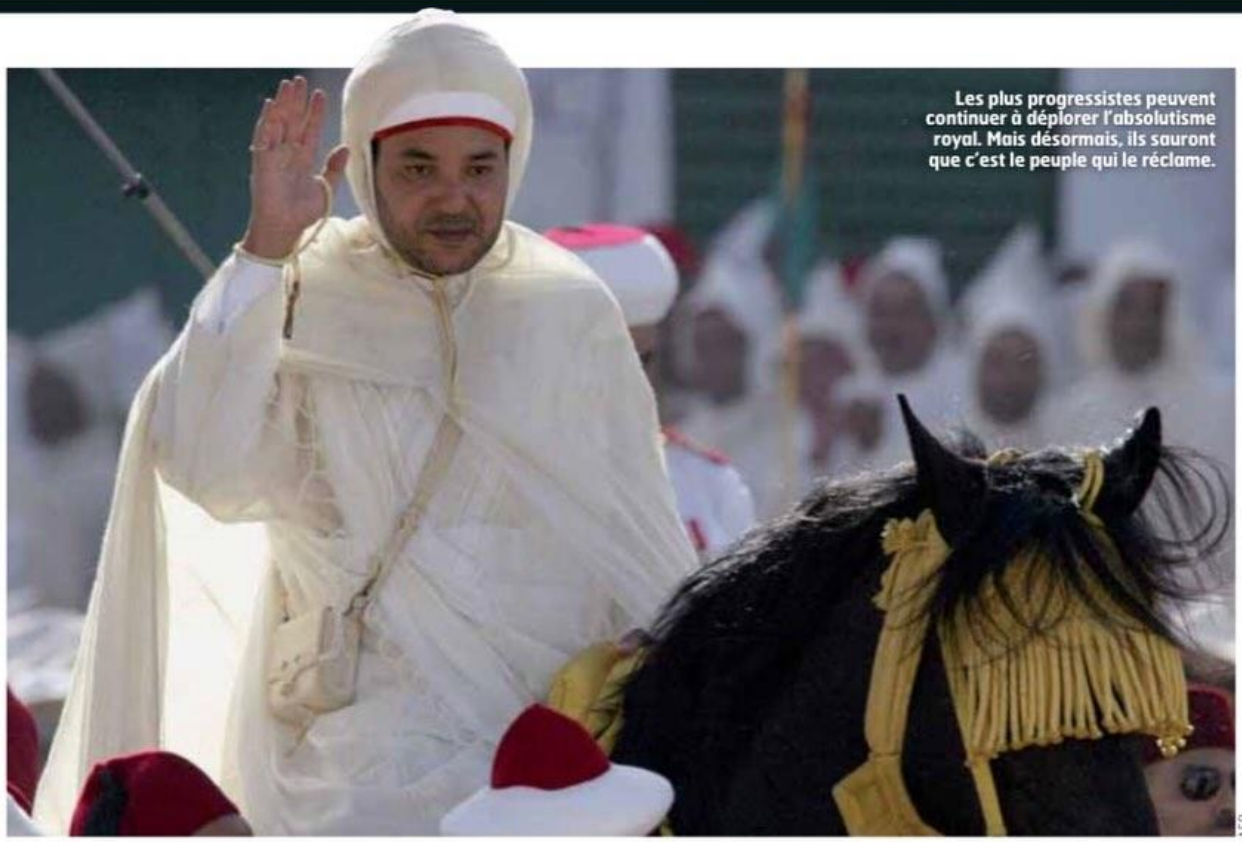
> **NON SEULEMENT 69% DES MAROCAINS DISENT QUE LE ROI "TIRE L'ÉCONOMIE VERS LE HAUT", MAIS ILS AJOUTENT : "ET S'IL NE LE FAIT PAS, QUI VA LE FAIRE ?"**

**17% de nos compatriotes** pensent malgré tout que le roi ne devrait pas faire des affaires. Ça fait quand même 4 millions de personnes. Le truc – nos enquêteurs sont formels –, c'est que pas un seul sondé n'a parlé d'éthique ou de conflit d'intérêts. Ces 17%-là (20% en milieu urbain, contre 13% en milieu rural) n'ont qu'un seul argument à la bouche : *"Le roi doit laisser les affaires de côté pour se concentrer pleinement sur son premier rôle, qui est de servir son peuple"*. Avouons-le, c'est aussi un bon argument.

**Un dernier espoir,** chers confrères, que nous ne sommes pas complètement à côté de la plaque ? 14% de non-réponses à cette question, cela ne ferait-il pas 14% de Marocains, soit 3 millions de personnes, à penser sans oser le dire que, tout de même, tout cela n'est pas très net, éthiquement parlant ? Eh bien non ! Là encore, nos enquêteurs n'ont aucun doute : c'est vrai, certains sondés avaient visiblement peur de répondre à cette question. Reste que la grande majorité de ceux qui ont gardé le silence n'avaient, honnêtement, rien à dire sur ce sujet. Principalement des analphabètes (18%) et des femmes rurales et/ou âgées – bref, que des gens qui avouent ne rien comprendre à l'économie... ■

AFP

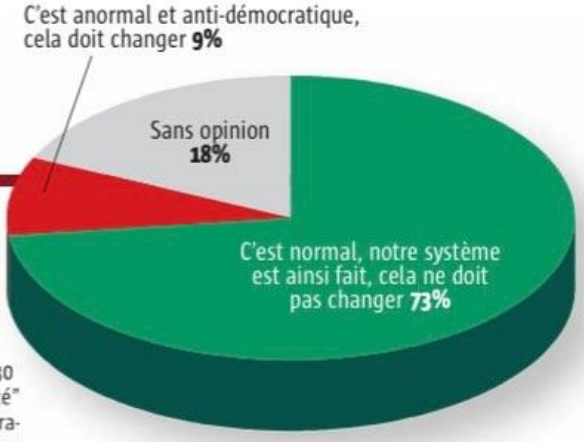
Les Marocains savent que Mohammed VI contrôle le marché de l'huile. Ici, une des marques de Lesieur, propriété royale.



Les plus progressistes peuvent continuer à déplorer l'absolutisme royal. Mais désormais, ils sauront que c'est le peuple qui le réclame.

AFP

# D'après la Constitution, la personne du roi est "sacrée". Qu'en pensez-vous ?




**Nos enquêteurs sont tous d'accord :** cette question était indiscutablement la plus "dangereuse" du sondage. Alors que le taux d'abandon des sondés était tombé à 0% depuis la question sur le protocole, il a soudain fait un bond à 5% une fois cette question atteinte. D'ailleurs, témoignent nos enquêteurs, c'est la seule question sur laquelle ils ont clairement senti qu'une bonne part des gens… mentaient. Regards fuyants, aucun commentaire (alors qu'il fallait presque les faire taire tant ils se lançaient dans de longues explications sur toutes leurs autres réponses)… Reste que, toujours selon nos enquêteurs, une confortable majorité de ces 73%, toutes catégories sociales confondues, qui ont considéré la "sacralité" du roi comme une chose "normale"… étaient vraiment sincères. Quelques sondés ont même précisé leur pensée : *"La sacralité du roi vaut mieux que l'anarchie d'une démocratie non maîtrisée"*. Cela n'empêchera pas les plus progressistes de continuer à déplorer l'absolutisme royal. Mais désormais, ils sauront que c'est le peuple qui le réclame.

**9% seulement des Marocains,** soit 2 millions de personnes (sur 30 millions), pensent que la "sacralité" royale est un principe anti-démocratique, et qu'il faut y renoncer. Notons que parmi ceux qui formulent cette audacieuse réclamation, il y a plus d'urbains (12%) que de ruraux (5%), plus de titulaires d'un diplôme supérieur (18%) que d'analphabètes (6%) et plus d'habitants de l'axe Casablanca-Kénitra (12%) que de Marocains vivant n'importe où ailleurs (6 à 7%). Et pourquoi ces rebelles pensent-ils ainsi ? Sur la totalité des sondés, il s'est trouvé un seul farfelu pour déclarer à nos enquêteurs: *"C'est le système royal tout entier qui doit changer"* (et encore, on ne sait pas bien ce qu'il voulait dire par là). Tous les autres ont sobrement commenté : *"La démocratie suppose la possibilité de critiquer le chef de l'Etat. S'il est sacré, c'est impossible"*. Judicieuse observation.

> **"LA DÉMOCRATIE SUPPOSE LA POSSIBILITÉ DE CRITIQUER LE CHEF DE L'ETAT. S'IL EST SACRÉ, C'EST IMPOSSIBLE".**

**Restent, bien sûr,** ceux qui ont refusé de répondre à la question. Ils représentent 18% des Marocains, soit le double de ceux qui ont répondu "c'est anormal". L'impression (forte et unanime) de nos enquêteurs n'étonnera personne : tous ceux qui ont gardé le silence ont parfaitement compris la question, et se sont abstenus d'y répondre par peur. Conclusion générale : aux yeux du peuple, la sacralité royale est le tabou ultime. Noté. ■

# Sur les plans suivants, pensez-vous que ces 10 dernières années, la situation au Maroc s'est améliorée, n'a pas évolué, ou a régressé...

## LA PAUVRETÉ

**En 2005, le "roi des pauvres"** est passé des distributions de provisions dans les bidonvilles à une politique plus structurée, dite Initiative nationale pour le développement humain. Objectif de l'INDH : avoir réduit la pauvreté au Maroc de moitié d'ici 2010. Six mois nous séparent de ce deadline, et aucun bilan officiel n'a été encore publié. En attendant, les Marocains ne semblent pas convaincus que la recette royale ait fonctionné.

**Ils ne sont en effet que 37%** à estimer que *"la situation de la pauvreté s'est améliorée"* – et tous disent avoir palpé cette amélioration autour d'eux, dans leur communauté. Parmi eux, un pic intéressant : 45% des habitants de la région Sud sont satisfaits, contre 34 à 35% partout ailleurs. Les efforts royaux auraient-ils été inégalement répartis ? Dans ce cas, on aurait plutôt penché pour un fort taux de satisfaction dans la région Nord, là où sont concentrés les plus gros chantiers estampillés "M6", donc le plus d'opportunités de sortir du chômage et de la misère. Curieux.

**L'ennui, pour le "roi des pauvres",** c'est qu'il y a tout autant de Marocains (37%, soit un gros tiers) **à estimer** que ses efforts n'ont pas payé, puisque selon eux, la situation de la pauvreté *"n'a pas évolué"*. Là-dessus, curieusement, ce sont les 60 ans et plus qui, avec un taux de 43%, sont les plus pessimistes. Peut-être qu'au soir de leur vie, les seniors constatent avec amertume que finalement, la pauvreté n'a jamais régressé significativement dans ce pays – que ce soit sous Mohammed V, Hassan II ou Mohammed VI. Effet miroir de la réponse précédente, les désabusés se recrutent plus au Nord (41%) qu'au Sud (27%). Il faut croire, décidément, que Tanger Med I et II, Tanger Free Zone, la rocade méditerranéenne, la méga-station balnéaire de Saïdia et ses milliers d'emplois... ne suffisent pas.

**Un plus grand désaveu,** encore, pour les efforts royaux : un quart des Marocains **considèrent que** la situation de la pauvreté a carrément "régressé" ces 10 dernières années. A blâmer : l'augmentation du chômage et du coût de la vie, mais aussi la multiplication des contrats d'embauche précaires et la flambée des prix de l'immobilier. En matière de lutte contre la pauvreté, c'est moins la répartition géographique des déçus qui est intéressante que leur répartition... sexuelle. Presque deux fois plus de femmes que d'hommes (30% contre 18%) estiment en effet que la pauvreté n'a fait que s'aggraver depuis 10 ans. Inégalité des chances face à un marché de l'emploi déjà insuffisant ? Laissons les économistes y réfléchir. ■

## LA SÉCURITÉ

**41% des Marocains,** soit la majorité relative d'entre eux, estiment être plus en sécurité aujourd'hui qu'il y a 10 ans. Mais la forte disparité régionale des satisfaits est frappante : il y a parmi eux 50% des habitants du Sud, contre 35 à 41% partout ailleurs. Explication probable : le Sud est encore beaucoup moins urbanisé que les autres régions du royaume. Or, la délinquance et la criminalité sont largement des phénomènes urbains. Pas étonnant, donc, que le sentiment de sécurité soit plus présent dans les campagnes (45%) que dans les villes (37%). Quant à l'argument majeur des citadins qui plébiscitent l'amélioration sécuritaire, le voici : *"La police a créé de nouvelles brigades, plus visibles et plus modernes"*. Lesquelles ? Les sondés citent les Groupes urbains de sécurité (ou GUS, dissous il y a 3 ans), et les "aigles" (brigades motorisées en civil, instaurées récemment)... Plutôt que la sécurité elle-même, les Marocains plébisciteraient-ils l'illusion de sécurité, induite par l'ostentation croissante des forces de police ?

**Les 30% de Marocains** qui estiment que la situation de la sécurité *"n'a pas évolué"* ont les mêmes arguments que les 19% qui estiment qu'elle a "régressé" : l'apparition du terrorisme et l'augmentation de la criminalité. Sans surprise, la crainte des ces deux dangers est essentiellement urbaine (24% des tenants de la "régression" sont des citadins, contre 12% de ruraux). Les plus pessimistes sont aussi beaucoup plus souvent des "aisés" et des représentants des classes moyennes (catégories AB et C, 30 à 32%) que des pauvres (DE, 18%). Logique : plus on a d'argent, plus on a à perdre... ■

# L'ÉCONOMIE

**C'est indéniable :** avec 5% de taux de croissance moyen sur 10 ans (contre moins de la moitié pendant la décennie précédente), l'économie marocaine a subi une métamorphose. Reste à savoir si cette embellie a profité à tout le monde. Certes, ils sont 43% à estimer que la situation de l'économie marocaine s'est "améliorée" – un sentiment qui traverse les régions et les classes… mais pas les sexes, puisqu'on retrouve parmi eux 47% d'hommes contre 39% de femmes. Curieux, quand on sait que la première justification avancée par les tenants de l'embellie économique est la multiplication des microcrédits, un levier d'auto-emploi qui touche principalement… les femmes. Depuis le lancement de ce système au Maroc, peu avant l'avènement de Mohammed VI, plus de 25 milliards de dirhams ont pourtant été distribués à 1,3 million de clients (et surtout de clientes) nécessiteux(ses). Il faut croire que ce n'est pas assez.

**Pour 43% des Marocains** qui pensent que la situation économique "s'est améliorée", 39% estiment qu'elle "n'a pas évolué" (sans donner d'exemples, puisque *"justement, il n'y en a pas, vu que rien n'a changé"*, a dit un sondé), et 14% estiment qu'elle a carrément "régressé". Il n'est pas surprenant de constater que ces derniers sont surtout des jeunes (19% des 18-24 ans, deux fois plus que la tranche d'âge supérieure), plus susceptibles d'être frappés par le chômage – premier argument avancé par les tenants de la régression. A noter aussi que les Marocains de niveau éducatif supérieur sont deux fois plus nombreux que les sans instruction (24% contre 11%) à estimer que l'économie marocaine a régressé. Ce qui n'est pas surprenant, quand on connaît l'ampleur du chômage des diplômés. ■

DR

**Les Marocains de niveau éducatif supérieur estiment que l'économie marocaine a régressé. Ce qui n'est pas surprenant, quand on connaît l'ampleur du chômage des diplômés.**

# LA JUSTICE

**C'est l'un des chiffres** les plus étonnants de ce sondage : 46% des Marocains (52% en milieu rural, 42% en milieu urbain), estiment que la situation de la justice "s'est améliorée". Et ils n'avancent aucune raison pour justifier cette impression ! Normal : elle va à l'encontre de tous les rapports établis sur le système judiciaire depuis 10 ans. Malgré les multiples annonces de réforme, le Maroc de 2009 ne dispose en effet que de 3300 magistrats, pour traiter 3 millions d'affaires par an. Résultat, écrivions-nous il y a quelques semaines : *"Une justice d'abattage, expéditive et forcément injuste"*. Comment expliquer le surprenant optimisme des Marocains dans ce domaine ? L'influence des procès médiatisés à grand spectacle ? C'est douteux. Qu'il s'agisse des affaires de drogue ou d'opinion (procès des journalistes), la justice n'en sort jamais grandie. Alors ? Peut-être l'explication réside-t-elle dans ce constat tout simple : statistiquement, peu de Marocains ont affaire à la justice (3 millions de dossiers – qui, souvent, concernent les mêmes personnes, physiques ou morales – sur 30 millions d'habitants). Or comme dit l'adage marocain : *"Ne sent le bâton que celui qui est frappé avec"*…

**Comme pour les autres secteurs,** les arguments avancés par les tenants du statu quo (*"la situation n'a pas évolué"*) et ceux de la "régression" de la justice sont les mêmes : d'abord la corruption, toujours vécue comme le fléau n°1 de l'appareil judiciaire. Ensuite, selon nos enquêteurs, les sondés qui optent pour la "régression" ont eu personnellement affaire à la justice – manifestement, ils n'en gardent pas le meilleur souvenir. Ce qui tend à confirmer l'hypothèse soulevée plus haut. D'autant plus que 10% des sondés ont déclaré n'avoir aucune opinion sur la justice marocaine. C'est qu'ils n'en ont jamais tâté, pour sûr… ■

DR

**10% des sondés ont déclaré n'avoir aucune opinion sur la justice marocaine. C'est qu'ils n'en ont jamais tâté, pour sûr…**

# LES DROITS DE L'HOMME

**51% des Marocains,** soit leur majorité absolue, estiment que la situation des droits de l'homme s'est améliorée depuis l'arrivée de Mohammed VI sur le trône. Voilà une excellente nouvelle, surtout que ce sentiment traverse à proportions égales tous les âges, niveaux d'instruction et catégories sociales. Et, là-dessus, la justification n°1 est : les auditions publiques de l'Instance équité et réconciliation (IER). Les puristes des droits de l'homme ont beau critiquer les manquements de ce processus, censé solder les atteintes aux droits de l'homme au Maroc, le peuple, lui, a été profondément marqué par ces longues séquences de témoignages pendant lesquelles d'anciens torturés ou des familles des victimes ont raconté l'horreur des années de plomb. Pour cette énorme catharsis télévisée, le peuple rend spontanément et sincèrement hommage à son roi. Tant mieux.

**Reste que la torture** et les exactions policières n'ont pas disparu sous Mohammed VI. Elles sont même revenues en force, quoique dans un cadre spécifique : celui de la lutte antiterroriste. Les Marocains n'ont-ils pas été marqués par l'impitoyable durcissement sécuritaire des années 2002-2006 ? On pourrait le penser, puisque sur les 29% qui pensent que la situation des droits de l'homme *"n'a pas évolué"* (autrement dit, que la torture et les exactions continuent comme avant), il y a une prédominance de diplômés du secondaire et du supérieur (33 à 45%), ainsi qu'une prépondérance d'urbains (33%), surtout dans les régions Nord et Atlantique (33 à 37%)... Bref, le profil type des islamistes, et leurs fiefs ! Eh bien c'est surprenant : la seconde raison avancée par ceux qui constatent une amélioration des droits de l'homme est... la multiplication des grâces royales, et plus spécialement celles accordées aux détenus islamistes. Ce peuple aime décidément son roi d'un amour fou : il le crédite des sorties de crises, sans le débiter de l'avènement des mêmes crises !

Le peuple a été profondément marqué par ces longues séquences de témoignages d'anciens torturés.
AFP

**A noter, pour conclure** sur ce thème, que la région qui plébiscite le plus "l'amélioration" est le Sud (62%). Et que trouve-t-on dans le Sud ? Le Sahara ! Heureux de la situation des droits de l'homme, les Sahraouis ? Commentaire amusé de nos enquêteurs : *"On n'en sait rien parce que sur cette question-là, ils étaient les seuls, systématiquement, à dire "c'est bien" sans faire aucun commentaire"*... ■

# LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

**Sur cette question,** relevons avant tout le très fort taux de non-réponse : 24%, contre 3 à 12% sur tous les autres sujets. C'est frappant, mais pas étonnant : vu le taux d'analphabétisme des adultes (47% en 2008) et vu, surtout, le taux de lecteurs de la presse (à peine un peu plus de 1% des Marocains)... Il est même étonnant qu'à peine le quart de la population n'ait aucune opinion sur l'état de la presse... Quant aux autres, à défaut de la lire, ils en ont au moins entendu parler. Et ils n'en ont entendu que du bien !!

**Certes, les 5%** qui estiment que la situation, dans ce domaine, a "régressé", avancent de multiples justifications, en tête desquelles on retrouve les procès contre les journalistes et les amendes faramineuses auxquelles les condamne régulièrement la justice (selon Reporters sans frontières, 25 ans de prison – avec ou sans sursis – et plus de 20 millions de dirhams d'amendes ont été distribués en 10 ans). Ce n'est pas nous, à *TelQuel*, qui leur donnerions tort...

**Reste que la majorité** absolue des Marocains estime que la situation de la liberté de la presse "s'est améliorée" ces 10 dernières années. Ceux-là ont moins été marqués par les procès (il est vrai épisodiques, et qui finissent presque toujours par se tasser) que par – argument n°1, loin devant tous les autres – *"l'audace des journalistes marocains qui écrivent sur le roi"*. Et ceux qui disent cela savent apparemment de quoi ils parlent : ils sont le plus souvent citadins et diplômés du secondaire ou du supérieur (59 à 60%). Bref, des lecteurs potentiels – ou au moins des clients des cafés, où les sujets de conversation autour des "noss noss" sont quotidiennement pourvus par la presse et ses révélations, chaque jour plus spectaculaires... ■

Ce qui marque le plus les Marocains, c'est "l'audace des journalistes qui écrivent sur le roi".
TNIOUNI

# Diriez-vous que la classe politique marocaine actuelle, dans son ensemble...

**Y a pas photo**, comme on dit : autant les Marocains plébiscitent Mohammed VI, autant ils condamnent les politiciens, tous partis confondus. 57% de la population, plus que la majorité absolue, les considèrent en effet comme *"pas à la hauteur"*. Plus le niveau d'éducation augmente, plus c'est vrai. Ainsi, si "seulement" 50% des analphabètes vilipendent les politiciens, le taux monte à 58% chez ceux qui ont le niveau primaire, puis 63% pour le niveau secondaire, avant de bondir à 74% pour les titulaires d'un diplôme supérieur. Idem pour la catégorie socioéconomique : plus on est à l'aise dans la vie, plus on condamne les hommes politiques. Top 3 des raisons, toutes catégories confondues : *"Ils se préoccupent plus de leurs propres intérêts que des nôtres"*, *"ils ne tiennent jamais leurs promesses"*, *"ils n'arrêtent pas de changer de parti, ce n'est pas sérieux"*. Remarque importante : chacun des sondés a parlé exclusivement des politiciens de sa localité et/ou de sa région. Quand aux "gens de Rabat", c'est comme s'ils n'existaient pas... sauf, peut-être, aux yeux des plus vieux. Ces derniers sont en effet les plus indulgents vis-à-vis des hommes politiques (43% de taux de condamnation, contre 56 à 62% dans les autres tranches d'âge). Sans doute gardent-ils un souvenir ému de la glorieuse époque de Mehdi Ben Barka et Abderrahim Bouabid, les deux seuls hommes d'Etat marocains qui ont refusé de se coucher devant le trône...

**LES MAROCAINS CONDAMNENT LES POLITICIENS PARCE QU'ILS "NE SE PRÉOCCUPENT QUE DE LEURS INTÉRÊTS", "NE TIENNENT JAMAIS LEURS PROMESSES" ET "CHANGENT TOUT LE TEMPS DE PARTI".**

Les sondés ne parlent que des politiciens de leur région. Quant aux "gens de Rabat", c'est comme s'ils n'existaient pas...

TNIOUNI

**Par ailleurs,** un quart des Marocains estiment que la classe politique *"est à la hauteur des attentes du nouveau règne"*. Vu de Casa-Rabat, épicentre de la vie politique nationale, ce taux est inespéré. Mais justement, ceux qui pensent ainsi se recrutent plus en milieu rural (29%) qu'en milieu urbain (22%). Cela recoupe les taux de participation aux différentes élections nationales depuis 10 ans, toujours plus élevé à la campagne qu'à la ville. Explication : en milieu rural, la politique est largement dominée par les notables qui contrôlent les terres et le cheptel, donc les emplois. Or, comment penser du mal de celui qui vous nourrit... et vous paie grassement, à l'occasion, pour voter pour lui ? Pas sûr qu'il s'agisse bien là des "attentes du nouveau règne"... quoique. N'est-ce pas à ces mêmes notables que "l'ami du roi" Fouad Ali El Himma doit son récent triomphe électoral ?

**Quant au pourcentage** très élevé des "sans opinion" (18%), il est révélateur d'une tendance de fond : la désaffection croissante des Marocains vis-à-vis de la vie politique, bien illustrée par les taux d'abstention électorale de plus en plus élevés. Nos enquêteurs l'ont d'ailleurs confirmé : contrairement à la plupart des non-répondants aux autres questions, ceux qui ont gardé le silence sur celle-là ne l'ont pas fait par peur, mais largement par désintérêt. Commentaire récurrent : *"S'hab siyassa ach bini ou bin'houm ?"* ("en quoi devrais-je me sentir concerné par les politiciens ?"). ■